

LA PRODUCTION SOCIALE DE L'IMAGE DE SOI

NOTE SUR LA « CRISE BERBÉRISTE » DE 1949 *

Il en est du couple Arabe/Berbère comme de toutes les autres acceptions dualistes par lesquelles les chercheurs en sciences sociales prétendent expliquer la société qu'ils étudient.

Lorsqu'on examine les choses de plus près, les secteurs intermédiaires, les formes de mixité et d'ambivalence commencent à brouiller les pistes. La frontière que l'on croyait nette devient insaisissable. Initialement perçue comme absolue, l'opposition devient tellement relative qu'on est tenté de l'effacer totalement. La relation Arabe/Kabyle est de celles-là. Toutefois, l'absence de polarité simple, l'existence de formes intermédiaires et complexes, laissent un jeu différentiel se développer sur un continuum à large spectre. Chaque forme est proche de sa voisine, mais la chaîne conserve ses bouts. Comme le disait G. Camps « en fait il n'y a aujourd'hui ni langue berbère, dans le sens où celle-ci serait le reflet d'une communauté ayant conscience de son unité, ni un peuple berbère et encore moins une race berbère... et cependant les Berbères existent ».

De fait, l'historien affronté à l'étude du mouvement national algérien est bien obligé de les rencontrer.

L'orientation de recherche qui est au principe de ce texte est née d'une réflexion sur les problèmes posés par les aspects ethno-culturels de la mobilisation nationale-populiste de l'ENA-PPA.

La crise berbériste de 1949 (1) appelait plus particulièrement un « détour théorique » sur la production et la reproduction de l'image de soi, sur le statut

(*) Notre texte se présente comme un essai d'interprétation, non comme une analyse descriptive des formes institutionnelles de cette crise du PPA, qui pour l'essentiel reste encore à faire.

Nous avons pu de ce fait, pour ne pas allonger encore un texte dépassant les limites imparties, retirer l'appareil des notes initialement prévu.

(1) Cette crise affecte le parti du peuple algérien (PPA), parti illégal indépendantiste exerçant, depuis son succès écrasant aux élections municipales d'octobre 1947, sous la forme légale du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), une véritable hégémonie sur l'ensemble du mouvement national algérien.

Très rares sont les auteurs ayant abordé cette question.

Mohamed Harbi en résume ainsi le mouvement. « La bataille eut pour point de départ la remise en cause du fonctionnement anti-démocratique du parti, s'étendit au rejet de la conception araboislamique de l'Algérie et posa enfin, sous couvert de pluralisme culturel, la question de l'organisation territoriale du parti sur la base du critère linguistique. La crise résolue bureaucratiquement prit fin par l'exclusion des principaux porte-paroles du mouvement berbère » [in « nationalisme algérien et identité berbère » — « Peuples méditerranéens » n° 11 avril-juin, 1980, p. 33].

anthropologique et politique de la configuration du « nous ». C'est à lier les aspects matériels et idéels des relations à l'identité impliquées par la reproduction sociale, pour un espace donné et un moment donné, que s'attache notre tentative d'objectivation.

La relation Arabe/Kabyle, qui nourrit le couple « arabisme-berbérisme » dans lequel les protagonistes de la crise de 49 lisent leurs contradictions et fait partie d'une pratique séculaire de l'ethnologie spontanée que la politique coloniale a maintes fois tenté d'instrumenter, sans grand succès d'ailleurs, permet en effet de mettre au jour la complexité extrême des rapports d'interaction et d'intrication entre le social, le culturel et le politique.

Du berbère vécu au berbère « relu », de la mémoire à l'histoire, du syndrome de minorité à l'angoisse de division, toute une métamorphose de l'être se glisse dans une métamorphose du sens, la reterritorialisation symbolique et physique de la communauté et de l'être en communauté appelant une redéfinition du politique et du rapport au politique débouchant sur la tentative d'énoncé d'une culture citoyenne.

I. — DE LA RÉFÉRENCE AU RÉFÉRENT

La crise dite « berbériste » de 1949, de loin la crise la plus grave du genre par ses effets politiques sur le parti dominant du mouvement national (le PPA-MTLD), pose d'emblée trois questions : datation, localisation, imputation, auxquelles nous tenterons, dans un deuxième temps, de répondre suivant la problématique esquissée en introduction.

Pourquoi se manifeste-t-elle l'hiver 1948-1949 et non avant ou après ? L'introduction de signes précurseurs ou d'effets postérieurs suffit-elle à effacer le poids, la spécificité du moment ?

Pourquoi se manifeste-t-elle « en Kabylie » et non chez d'autres communautés berbérophones (Chaoui, Mozabites...) ?

Pourquoi surgit-elle au sein du MTLD, et non au sein d'autres composantes du mouvement national algérien (Oulémas, UDMA, PCA...) ?

Mais dans un premier temps ces questions soulèvent une première difficulté qui est de l'ordre de l'énonciation. La crise de 49 est ambiguë en ce qu'elle n'est en effet aisément discernable ni dans son libellé, ni dans son référent géographique supposé.

A) LA CRISE ET SON LIBELLÉ

« Berbérisme », « berbériste » sont des vocables qui appartiennent au champ du politique. Ils sont produits par des acteurs politiques au cours d'un conflit qui met aux prises deux composantes du MTLD dont l'une se réclame de quelque chose que l'autre désigne et dénonce sous ce terme.

Tout le paradoxe de l'énonciation tient au fait que ce quelque chose n'est jamais clairement défini ni débattu, malgré un effort (« berbériste ») de l'« Étoile Algérienne » (nouvelle manière), pour donner un tour doctrinal à la notion d'« Algérie algérienne ».

Tout le monde comprend les enjeux du conflit en ce qu'il porte sur la question centrale de la définition de soi, sur le mode de l'être et du vouloir être, mais personne n'est en mesure de dire exactement ce que veulent les uns et les autres.

Tout un chacun reconnaît que l'enjeu de la crise concerne l'unité du parti, moyen principal de libération de la nation, et l'unité de la nation elle-même, menacée par conséquent et dans sa « substance » et dans son émancipation, mais personne n'est en mesure de discuter et construire le terme unité.

La gravité de la crise provient donc, entre autres, de l'incapacité des acteurs à objectiver les termes du conflit, à circonscrire son objet, sinon à désigner sa nature et sa portée. Comme il arrive souvent en pareil cas, elle porte dès lors autant sur les intentions supposées et les arrière-pensées que chacun prête à l'autre.

A la censure des uns correspond l'auto-censure des autres. A la « parole » prodigue de tous s'oppose la rareté relative des « textes » dont pourtant le PPA (MTLD) n'est pas avare d'habitude. Comme dans la cacophonie, tout le monde parle et personne n'écoute. Et, s'il en est ainsi, c'est précisément parce que ce dont il est question, et notamment le statut de la langue dans le parti et dans l'État, n'est jamais mis au débat, à l'ordre du jour du Comité Central, à Alger, ni dans un congrès ad hoc à Paris.

Certes, depuis 1938, le PPA est réfractaire aux constructions doctrinales et programmatiques qui risquent d'ébranler sa cohésion, et le non-dit s'installe comme un provisoire qui dure.

Aucune autre question toutefois ne relève à ce point du tabou, du silence. Symptomatique est, au cœur de la crise, celui de Messali, pourtant revenu pleinement dans le jeu depuis 1946. La non-discussion, la non-négociation caractérisant une crise où tous les acteurs viennent masqués et que le « chef historique » lui-même ignore — il écoute et se tait, ne peut ou ne veut s'engager ou trancher — une solution inévitable en résulte : la force, avec son legs de soupçons, d'amertumes, de revanche. La direction règle donc la question sans la traiter, et se sert de sa victoire pour en régler d'autres.

Restent les termes. « Algérie algérienne » et « Algérie arabe et musulmane » se présentent comme alternatifs et exclusifs l'un de l'autre, ils s'opposent comme des slogans plus que comme des concepts. Le premier fait comme si la dimension « arabe » du pays n'était pas fondamentale et incontournable, le second comme si le « berbère » n'existait pas.

Aucun compromis pourtant commode en termes d'« Algérie arabo-berbère et musulmane », ou de hiérarchie de langues, n'est sérieusement recherché, sauf au niveau d'individualités dont les bonnes volontés ne peuvent suffire. Ce qui aux yeux des uns garantit l'unité est ipso facto jugé porteur de division ou d'exclusion par les autres. L'obsession de l'unité alimente la division. A l'exclusive dans la dénomination de soi, recherchée sous les prédicats culturels de la nation, correspond l'extrémisme dans l'accusation portée contre l'autre, suivant une logique que Maxime Rodinson a relevée pour d'autres configurations, la diabolisation de l'adversaire.

« Berbérisme » et « Arabisme » s'alimentent et se renforcent donc de leurs outrances, deviennent des catégories politiques fantasmatiques et extrêmes. Celles des vaincus, dont certains parlent d'« occupation arabe » et préconisent un « parti kabyle », et dont plusieurs se tournent vers le parti communiste. Celles des vainqueurs, qui dénoncent le « complot » des « agents de l'administration » et suivent « naturellement » le modèle du procès.

Est « berbériste » à la limite quiconque évoque le problème, prononce un mot, et « berbérisme » devient une accusation désignant une déviation justiciable de l'exclusion.

Or il en est sur ce point du PPA comme des PC, l'exclusion est une sentence de mort, vécue comme telle.

Et c'est bien sur le « modèle révolutionnaire » que, après interrogatoire individuel des coupables et des suspects pris un à un, les représentants de la direction centrale — tous d'origine kabyle — liquident la rébellion parisienne.

B) LA CRISE ET SON RÉFÉRENT

1° LE TOUT ET LA PARTIE

L'Algérie entière a été complètement bouleversée par l'irruption coloniale. Cependant toutes les régions n'ont pas été assujetties au même moment, de la même façon, avec la même intensité.

C'est dire que la discontinuité qui vaut pour le tout vaut également pour la partie.

« *La* » Kabylie elle aussi est distinctive, et la crise berbériste procède de cette distinction. Le « mythe kabyle » y est effectivement inclus, mais la lecture du mythe n'y échappe pas non plus.

Comme pour le tout (les Berbères), l'appellation substantialiste de la partie (les Kabyles — *la* Kabylie) masque autant qu'elle révèle. Car l'espace qu'elle désigne n'est fixé ni géographiquement, ni linguistiquement, ni culturellement, non seulement pour les observateurs extérieurs, savants ou non, mais aussi pour les personnes ainsi désignées qui se reconnaissent (ou non) dans ce terme.

Pour certains géographes, *la* Kabylie s'étend de la limite orientale de la Mitidja jusqu'au massif de Collo, constituée par l'articulation de deux chaînes : celle du Djurdjura et celle des Babors.

Pour certains anthropologues, elle est surtout identifiable à un genre de vie, celui des montagnards berbérophones dont l'archétype se trouve au Djurdjura ; pour d'autres, elle renvoie aux contours de l'aire berbérophone de cette région, avec Djidjelli et Sétif pour frontières orientales.

Si l'on passe au langage usuel, « Grande Kabylie » et « Petite Kabylie » apparaissent comme des appellations coloniales impropres que les intéressés ont fini par utiliser à leur tour et qui sont courantes à l'époque (et même aujourd'hui encore).

« Imazighen » en revanche est une appellation complètement inusitée en Kabylie. Les « autochtones », qui connaissent mal les limites précises qu'ils s'assignent, se désignent par noms de tribu (ath...) et, croisant spontanément critère géographique et critère linguistique, s'englobent et se différencient au sein d'un ensemble situé entre le haut (Djurdjura) et le bas (Dellys) mais aussi et peut-être surtout entre ce qui est en deçà et au-delà du Djurdjura (2).

A Michelet par exemple, les gens de la Soummam sont appelés « ceux de l'autre versant », et ces derniers appellent les premiers « Igaouaouène » (dont on a fait « zouaoua », « zouaves »...).

Il y a bien une conscience collective diffuse résumée sous le nom de « Kbails », qui n'a pas de traduction territoriale stricte, mais correspond grossièrement à l'espace compris entre Ménerville à l'Ouest, Sétif et Djidjelli à l'Est.

Symptomatiquement, sur la « frontière orientale », sont appelés « Kbails hadra » les gens de Djidjelli, qui ne parlent que l'arabe mais avec un accent kabyle marqué et se disent eux-mêmes kabyles. Et ces « Kbails hadra » appellent « Kbails niras » ceux qui, à l'ouest, parlent kabyle (3).

Quant aux lettrés berbérophones, ils distinguent des sous-ensembles linguistiques fondés sur les variantes dialectales, parfois renvoyées aux divisions pré-islamiques entre grandes confédérations tribales (Senhadja, Koutamas, etc.).

Stricto sensu, la Kabylie n'existe donc pas autrement que sous les fluctuations d'espaces et de sens que lui attribuent les locuteurs qui emploient ce mot ou ses équivalents, en lui assignant, consciemment ou non, une fonction de clôture.

La langue, l'identité « ethnique », la sensibilité aux thèmes berbériques correspondent à des espaces très distincts mais dont aucun n'a de frontière précise.

Quelles que soient les acceptions du vocable « Kabylie », il apparaît évident que son territoire supposé excède de loin l'espace où le « berbérisme » s'énonce. On a avancé, pour circonscrire ce dernier, les notions géographiques de « Grande Kabylie » et de « Djurdjura ». Qu'en est-il exactement ? Aucune réponse définitive n'est possible. On ne peut cependant faire l'économie d'une première approximation.

2° LE « BERBÉRISME » A-T-IL UN TERRITOIRE ?

« La Kabylie » est donc un ensemble flou ; il en va de même pour le territoire du berbérisme.

2.1. Autant la crise est géographiquement saisissable au niveau des cadres, dont nous connaissons les origines locales (Amar Ould Hammouda est de Michelet, Ferhat Ali est de Tizi Rached, etc.), autant elle est difficile à cerner au niveau de

(2) Cette manière de dire reste évidemment bien trop générale. Il faudrait analyser le « discours indigène », la définition de soi et la représentation géographique de soi en fonction des caractéristiques propres à chaque locuteur. Les femmes ne disent pas exactement la même chose que les hommes et ces derniers varient suivant leur niveau d'instruction, leur localisation, leur trajectoire sociale, etc.

(3) « Niras » signifie en kabyle « je lui ai dit ».

la base, du moins « en Kabylie », puisque, mal engagée par ses promoteurs et jugulée à temps par la direction, l'offensive berbériste ne s'y développe pas de manière ostensible et ne provoque pas de scission.

Cartographier scientifiquement la crise suppose une maîtrise des séries biographiques et réunionnaires locales, des niveaux quantitatifs et qualitatifs de locution et d'interlocution, qui dépasse de très loin notre matériel.

Bien plus, c'est l'ensemble des Kabylies qu'il faudrait pouvoir représenter en croisant cartes scolaires, religieuses, linguistiques et politiques. En outre, le jeu même de l'émigration intérieure et extérieure complique de manière considérable la notion de « territoire » (infra).

2.2. Néanmoins des lignes de force apparaissent. La crise de 1949 est territoriale-ment discernable en effet selon une double dimension.

Politiquement domiciliée au centre du Djurdjura (Fort National - Michelet), elle est *socialement* liée à un espace plus vaste, que l'on appellera ici triangle I (Djurdjura, Soummam, Guergour), et à son prolongement émigré.

Mais justement, c'est le hiatus territorial qu'il faut expliquer.

Le triangle ne recoupe nullement la carte linguistique, l'aire maxima des parlars kabyles, et combine des sous-ensembles linguistiques qui peuvent être essentiellement monolingues (Djurdjura) ou essentiellement bilingues (Guergour).

Si l'espace du triangle peut légitimement être mis en évidence, c'est parce qu'il manifeste tout particulièrement la force combinée de deux facteurs essentiels : l'émigration et la scolarisation.

Suivant les catégories administratives coloniales encore en vigueur en 1945, il concerne six communes mixtes (Dra el Mizan, Fort National, Michelet, Haut Sebaou, Soummam et Guergour) réparties entre les arrondissements des départements d'Alger et de Constantine, représentés respectivement par les Sous-Préfectures de Tizi Ouzou et Bougie.

Or le « centre de gravité » du mouvement de 49 se trouve situé avons-nous dit en deux « centres » seulement, ou deux centres surtout : Fort National et Michelet. Il concerne Tizi Ouzou beaucoup plus que Bougie, et pas du tout Sétif.

Si les mêmes causes ne produisent pas partout les mêmes effets, c'est bien parce qu'elles n'ont pas la force absolue qu'on leur prête et s'inscrivent dans une causalité complexe où se conjuguent facteurs adjutants et facteurs astringents.

Autrement dit, la crise se « déploie » dans un espace qui a les propriétés d'un champ de forces inégalement représentées.

Les indices dont nous disposons font apparaître un premier dessin.

La région de Dra el Mizan paraît moins touchée que celles de Fort National et Michelet bien que, comme ces dernières, elle soit (relativement) très scolarisée et très migrante.

On peut y voir, entre autres, une raison « géographique » : sa position occidentale sur la chaîne du Djurdjura, entre deux plaines, celle de Boghni, celle

de Bouira. De ce fait plus engagée par ses structures d'échange, dans ses intérêts et ses prolongements en terre et en hommes, avec des zones arabophones ou bilingues. Plus axée aussi sur Blida et la Mitidja occidentale.

La région du Guergour, également scolarisée et migrante, paraît, elle aussi, moins engagée dans le mouvement, pour des raisons similaires. S'y ajoutent toutefois des aspects linguistiques et culturels. Le bilinguisme y est plus ancien et plus généralisé, et surtout les structures religieuses y ont précédemment fait place au prosélytisme « islamiste » ; chez les Beni Ourtilane d'abord, chez les Beni Alla ensuite. La présence des oulémas, ancienne dans le premier cas, récente dans le second, a fortement contribué à y bloquer ou freiner la sensibilité berbériste.

La même raison vaut en partie pour la vallée de la Soummam, de Akbou à Bougie, en liaison avec d'autres aspects. Bien que fortement scolarisée et migrante elle encore, sa représentation en émigration dans l'Étoile Nord Africaine, et dans le PPA au pays, est nettement plus faible et bien plus tardive. L'influence communiste, supposée manipuler les berbéristes de Michelet n'est certainement pas moindre dans la région de Bougie, qui fera de Djema Cherif le premier député communiste algérien. Or elle n'y exerce pas les mêmes effets.

Toutes les zones du triangle fournissent des cadres, quoiqu'en nombre et en qualité variables, au discours de 49. Mais celui-ci ne rencontre pas partout la même audience, ne suscite pas le même intérêt, ne provoque pas les mêmes réactions et les mêmes inhibitions.

Chaque partie du triangle obéit à une combinaison propre.

Plus homogène à Michelet où elle est « positive », et à Dra el Mizan où elle est « négative ». Plus contrastée à niveau faible à Guenzet, à niveau fort à Fort National.

Le berbérisme de 49 n'est donc pas sans territoire, mais sa mosaïque subtile est particulièrement difficile à explorer.

II. — DE LA MÉTAMORPHOSE DE L'ÊTRE A LA MÉTAMORPHOSE DU SENS

Il importe, pour saisir certains traits de « l'ethos kabyle » sans lequel on ne peut analyser le berbérisme, de comprendre ce que certaines communautés ont progressivement incorporé, et transformé en « habitus ».

Parmi ces traits, qui presque toujours existent aussi ailleurs, mais revêtent pour les zones qui nous intéressent des aspects distincts et une force plus grande : la violence, l'intensité des contradictions structurelles, la régionalisation et la restructuration communautaire. Le berbérisme en résulte comme syndrome, la crise l'actualise. Il faut les objectiver et les expliciter l'un et l'autre.

A) L'OBJECTIVATION DU SYNDROME

1° LA VIOLENCE

Plus qu'aucune autre région, l'Oranie a été investie, brisée militairement, économiquement et socialement, par la conquête et l'occupation coloniales, à la mesure de la résistance exceptionnelle conduite par l'Emir Abdelkader. Mais plus qu'aucune autre, « la » Kabylie connaît une violence tardive et multiforme.

1.1. Violence militaire, retardée jusqu'au milieu des années 1850, mais exceptionnellement redoublée et condensée entre 1857 et 1871.

Violence ambivalente aussi, le combat frontal entre l'armée d'occupation coexiste quasiment, en raison d'une spécialisation très ancienne, avec certaines formes d'intégration dans cette même armée. Un loyalisme ambigu exprime cette contradiction, car la logique du mercénariat n'efface pas la mémoire de résistance, conservée par les anciens, et dont le banditisme récurrent entretient le souvenir. L'armée occupe désormais pour certaines communautés (Dra el Mizan) une place importante sur le marché de l'emploi. Elle est un débouché, fortement pris en compte dans les stratégies d'adaptation, maintes fois retenue comme alternative à l'émigration.

1.2. Violence économique en raison du séquestre exceptionnellement lourd qui répond à la menace de Mokrani et entraîne, pour des générations, une contrainte de remboursement et de rachat, donc une demande de monnaie qui précipite la mobilisation générale de la force de travail, et la migration intérieure puis extérieure, au moment où se consolide le colonat.

1.3. Violence physique avec la misère physiologique consécutive aux épidémies, à la famine et à la révolte, certes déjà connues avant 1830 et intégrées à une culture de la frugalité et de la privation, mais redoublées par l'occupation et l'épreuve de 1871, la surpopulation, les crises économiques cycliques et les deux guerres mondiales.

1.4. Violence culturelle et politique enfin avec le triple réseau des écoles publiques, des pères blancs et des missions anglo-saxonnes lié à la « politique kabyle ».

Aucune autre région, aucune autre communauté n'ont cristallisé un tel fantasme d'assimilation (le mythe kabyle).

Favorisée par une surscolarisation relative, l'acculturation y est plus puissante qu'ailleurs.

Le séparatisme étoiliste, où les Kabyles ont une part essentielle, est à la mesure de cette acculturation qu'il exprime et combat tout à la fois ; réponse ambivalente au sentiment de culpabilité et à l'esprit de soupçon venus des siens, et entretenus par d'autres, sans lesquels les luttes intra-kabyles qui font aussi le berbérisme ne seraient pas explicables.

2° INTENSITÉ ET PARTICULARITÉ DES DÉSÉQUILIBRES STRUCTURELS

En deux générations (1880/90 - 1920/30) les populations de nombreuses régions kabyles (pas toutes) se trouvent exceptionnellement engagées, directement ou indirectement, par le jeu même du déplacement, dans la « mobilisation générale » générée par le mode capitaliste de production. Les lignes de fracture se multiplient, dans toutes les directions.

2.1. Économiques

Par « ouvriérisation à distance », la société montagnarde rurale du triangle devient la plus « ouvrière » d'Algérie, en raison de son engagement précoce dans la migration industrielle intérieure et extérieure, des mines du Kouif à celles de Lorraine, des docks d'Alger aux usines automobiles de la région parisienne.

La même société devient également l'une des plus commerçantes. Adaptée et renouvelée, la tradition ancestrale du colportage et de l'artisanat place les nouveaux venus fortement engagés dans le redéploiement de la petite production marchande ancienne et nouvelle, et ce à l'échelle de tout le territoire algérien, en situation de concurrence avec les bourgeoisies commerciales citadines (Tlemcen) et ibadites... ou juives.

2.2. Intellectuelles et culturelles

La société du triangle devient la plus « lettrée » et la plus fonctionnarisée du pays, en raison de l'accumulation du capital cognitif induit par la carte scolaire. Instituteurs bien sûr, mais aussi publicistes et membres des professions libérales, agents insérés dans la petite et moyenne fonction publique, ou le salariat d'écriture lié au commerce (comptable, commis...).

Elle est par ailleurs le siège d'un jeu linguistique complexe qui fait coexister des zones et des formes de monolinguisme et de multilinguisme de manière originale. En dépit du « mythe kabyle », la colonisation accélère le recul berbère et l'arabisation des Kabyles.

Le problème posé par le triangle est moins celui du berbère que celui du français qui, pour une fraction croissante de la jeunesse, tend à devenir une langue vernaculaire de base au moment où la prédication islahiste commence à toucher fortement une partie de la région orientale, arabisée depuis des siècles.

Et cette effervescence linguistique est redoublée par le passage, plus brutal qu'ailleurs, d'une culture orale à une culture de l'écrit (de Cheikh Fodil à Mouloud Feraoun), d'une scripturalité particulièrement restreinte à une scripturalité particulièrement généralisée, dont les lettres des soldats de la première guerre mondiale, puis celles des émigrés, constituent le premier indicateur de masse.

Elle touche aussi les rapports d'influence au sein des groupes communautaires puisque, en concurrençant l'arabe comme langue de l'écrit, sinon comme langue du sacré, le français permet à l'instituteur d'entamer le monopole séculaire du pouvoir maraboutique dont les réactions ne sont pourtant pas univoques.

Une influence chrétienne, limitée et diffuse, mais active jusque dans les années 30, est également perceptible, avant de disparaître avec la poussée nationale de ces mêmes années.

L'athéisme, déguisé ou assumé, toléré à mesure de sa discrétion, s'y combine — en un contraste plus marqué qu'ailleurs — avec le redoublement ostentatoire des signes du religieux ; athéisme secrètement admiré par une fraction des jeunes intellectuels pour lesquels cette « provocation » est indice de libération.

Le prestige du *mrabet* n'est pas entièrement éteint, la *zauïa* est encore vivace. Ces deux formes sont entamées mais non absorbées — contrairement à ce qui se passe dans l'Aurès — par le prosélytisme des *oulémas*, très actifs dans certains centres (Beni Ourtilane), mais sans écho et sans impact en d'autres.

2.3. Géographiques

Un dédoublement sans précédent de la résidence, que seuls les Mozabites connaissent à ce degré, autorise et accompagne cette métamorphose.

Aucune autre collectivité n'est engagée à ce point dans le déplacement, la migration, la double résidence, et donc la liaison-séparation d'avec la matrice multi-séculaire.

Un nouveau paradoxe s'installe : la société des villages de crête devient l'une des plus citadines d'Algérie. Le triangle est l'assiette d'un prodigieux renversement des rapports ville/campagne.

Le village vient à la ville. L'énergie du *thaddert* se libère dans les métropoles les plus grandes. Ici à Alger : Guergouris de Belcourt, Dellysiens de la Casbah, Bougiotes de la Redoute, restaurateurs de Azazga, etc. *Lâ-bas*, dans les cités industrielles : Marseille, Lyon et surtout la mégalopolis parisienne. Le village kabyle se combine en fait avec tous les degrés et formes de la citadinité et parcourt toute l'échelle du contact ville/campagne.

De la « cité » montagnarde du face à face à la cité urbaine anomique, une circulation exceptionnelle dans l'armature urbaine extérieure, entre salariat d'usine et petit emploi familial, exerce des effets en retour.

Car la ville vient au village puisque, pour le plus grand nombre des émigrés de France, fonctionne la loi sociale du retour. Certes le « retourné » réintègre sans tarder les codes et les signes de son nom collectif : burnous blanc, lopin et sillon, *djemmaa*... Mais il entretient de plus en plus des rapports invisibles avec les signes, au début physiquement absents, de la modernité étrangère (vêtement, café, maison, journal...).

2.4. Sociales

L'éclatement traverse enfin la structure segmentaire elle-même, car la société du triangle est l'objet d'une double « individualisation ».

Entre les groupes : la famille agnatique subsiste, sans se réduire au modèle nucléaire européen. Mais elle s'autonomise davantage par rapport au *thaddert* alors que les rapports communautaires sont réaménagés à l'échelle supérieure.

Au sein des groupes : en raison de tous les déséquilibres qui pèsent sur les groupes d'âge, les alliances, les rapports d'autorité, de pouvoir et d'influence.

A l'extrême se dessine la sortie du groupe par individualisation hors du groupe. Distanciation : selon toutes les modalités de la deuxième résidence, prolongée ou provisoire, selon toutes les gradations du mariage exogamique. Disparition : par installation pérenne et intégration dans une autre communauté, dont les solitaires de l'émigration, repérables dès le début des années 20, sont la forme extrême.

D'autres traits distinctifs s'accumulent :

Exclusivement masculine, sauf rares exceptions, jusqu'à la fin des années 40, l'émigration suscite de nouveaux rapports sociaux liés au jeu combiné des absences et des présences : Société d'hommes sans femmes (là-bas) et de femmes sans hommes (ici), de pères sans fils et de fils sans pères. Si la communauté ne perd à aucun moment le contrôle de ses femmes, elle doit compter avec l'autonomisation de ses fils.

La décision migratoire elle-même, le plus souvent régulée par le groupe en fonction de ses intérêts et de ses normes, contient déjà une logique individualisante, et les effets cumulés de l'économie salariale, du marché du travail, de l'émigration et de l'école renouvellent le statut de la « jeunesse » et des rapports entre les hommes.

Le patriarcat n'est pas aboli mais entamé. La djemaa reste le cadre décisionnel du collectif de base mais perd de sa substance en raison de sa dépendance croissante à l'égard du dehors, de l'État, et du départ des adultes. Le gouvernement persistant des vieux provoque de ce fait une rétention de juvénilité, et l'attentisme ou le conservatisme des aînés attise l'impatience et la *grinta* des cadets.

Une contradiction de plus en plus intense se joue au niveau des générations, entre la récurrence du mode de vie hérité et la vigueur des aspirations nouvelles. Les conditions d'autonomisation de la jeunesse se renforcent (école, travail, service militaire, migration) alors qu'elles ne trouvent pas ici au même degré les formes compensatoires de sociabilité juvénile proposées par la ville : la rue, le cinéma, le sport, le cercle... Plus encore qu'à la ville, la politique — et notamment celle que représente le PPA — devient de ce fait la forme préférentielle sous laquelle les jeunes s'extériorisent.

Ainsi, de toutes les sociétés composant la formation sociale algérienne, il n'en n'est aucune qui accumule autant de différences, qui soit plus contrastée, plus démembrée. Aucune ne paraît à la fois aussi déstabilisée et adaptée, riche en stratégies individuelles et collectives de reconversion. Aucune ne paraît aussi hors du temps et, travaillée de l'intérieur, sensible à la conjoncture.

Le contraste est saisissant entre la puissance du cadre et du site et celle du travail de recomposition du tissu social qui lui donne vie.

On pense aux thèses de Geertz sur l'involution de la société à Java.

L'ampleur d'un tel processus ne peut rester sans effet sur le sentiment que les uns et les autres ont de leur existence même si, tant au plan de la psychologie individuelle qu'à celui de la psychologie collective, ces effets ne sont pas automatiques.

Embarqués simultanément dans la « mouvance et la pause », les individus et les groupes n'ont pas le temps ni les moyens de réfléchir sur le changement radical qui les traverse. L'auto-analyse, le narcissisme, ne sont le fait que d'une petite minorité intellectuelle.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que les autres marchent en aveugles. Tous savent confusément qu'ils sont engagés dans une nouvelle vie collective, selon une nouvelle logique de survie. Tous sont confrontés aux nouvelles règles du jeu et élaborent de nouvelles stratégies pour persévérer dans l'être. Les uns avec le souci de conserver toutes les racines (langue - endogamie), les autres en mourant à soi pour renaître dans un moi collectif nouveau.

De nouveaux réquisits du berbérisme apparaissent.

Le sentiment de communauté s'accommode et se nourrit d'un éclatement exceptionnel des conditions, des localisations et des représentations. Il exprime confusément, bien au-delà de ses locuteurs culturels et politiques déclarés, un sentiment particulariste, sinon d'élection (4), fondé non plus sur l'image séculaire de la généalogie tribale et de la différence linguistique mais sur l'intériorisation d'une nouvelle image de soi : celle de l'« aventure sociale » inscrite dans l'historicité, à la jointure de la mémoire et de l'histoire.

3° COMMUNAUTÉ, TERRITOIRE, MINORITÉ

3.1. *L'instance régionale*

L'existence de pôles régionaux est bien antérieure à 1830.

Néanmoins, tout en reprenant certaines techniques du maghzen, l'ordre colonial impose avec une nouvelle carte administrative et un personnel mixte beaucoup plus complet, un resserrement territorial du contrôle étatique dans lequel la départementalisation se conjugue avec la logique économique nouvelle.

A la faveur de la révolution introduite par l'ensemble rail-route, celle-ci accélère le désenclavement, la délocalisation. La référence territoriale l'emporte, de plus en plus, sur la référence généalogique immédiate. La région est, de plus en plus, un substitut à la tribu disloquée, à la confédération tribale disparue.

Processus général certes, mais ici radical.

Là où il fallait une semaine pour aller de Bougie à Alger, au temps de Mokrani, un autobus fait désormais le trajet dans la demi-journée. Les Kabylies sont resserrées, redécoupées. A la poussière des villages se superpose le quadrillage des communes mixtes. Des « centres » poussent sur les crêtes et dans les plaines, ou s'érigent en capitales locales. Ils introduisent les mandats, le courrier, le journal. Ils redoublent les marchés pour faire circuler la monnaie et l'information.

Les sous-ensembles se « reconnaissent » de plus en plus comme tels, la structuration idéologique du couple « Grande Kabylie/Petite Kabylie » s'intériorise.

(4) « décidément, nous ne sommes pas comme les autres ».

rise. « La Kabylie » s'esquisse comme nébuleuse d'un « nous » régional plus ou moins cartographié.

Considéré sous cet angle, le berbérisme n'est pas autre chose qu'une forme banale de régionalisme, l'expression anodine d'un patriotisme de pays.

3.2. *Territoire et migration*

La régionalisation n'est pas non plus, comme ailleurs, le résultat d'une combinaison simple entre exode rural et urbanisation qui, sous le quadrillage administratif, multiplie les connexions *internes* au nouvel espace dominé par des pôles de croissance (notamment les grandes villes portuaires du Nord) et consolide des manières sociales (parlers, vêtements, cuisines, chansons), distinctives à l'échelle supérieure, sans abolir les expressions locales.

Elle s'effectue ici en parallèle avec une *sortie* de la région nouvelle. Il faut dès lors réintroduire l'émigration, outre ses autres conséquences sociales, comme un mode spécifique de détachement et de rattachement à l'espace, au territoire, au collectif, au politique.

L'émigration kabyle a pour partie les aspects d'une « diaspora » à deux degrés. Certains locuteurs lettrés n'hésitent pas à utiliser ce terme, apparemment excessif, pour l'émigration intérieure.

La relation identité/altérité qui construit l'algérianité contre toutes les représentations de « l'être européen » n'abolit pas au pays la relation « Arabes/Kabyles », la conscience ethno-culturelle s'objectivant, l'Algérie exceptée, dans la persistance d'une stricte endogamie.

La mise en place d'une « double diaspora » détermine ainsi une relation spécifique au territoire comme clôture de la communauté nationale, une relation *d'incorporation* au territoire national fondée sur la présence-absence, sur la possession et le manque.

A la multiprésence au « nous » dans l'altérité interne de la petite diaspora s'ajoute la multiprésence au « nous » dans l'altérité radicale externe de la grande diaspora.

Le berbérisme est une modalité de la reterritorialisation de l'image de soi qui combine un territoire de minorité aux frontières souples et un territoire de citoyenneté aux frontières fixes.

3.3. *Majorité et Minorité*

La crise politique de 49 exprime aussi, au niveau institutionnel du parti dominant, un autre aspect de la logique sociale nouvelle portée par la colonisation et que le mouvement national doit prendre en charge : celle du couple majorité/minorité.

Du début jusqu'à la fin, la colonisation reste fondée sur le fait que la majorité autochtone musulmane est dominée par une minorité étrangère dominante. Mais pour les micro-communautés kabyles, l'éclatement des résidences et le rapport multiforme au territoire passe par l'expérience de positions *alternative-ment* majoritaires et minoritaires.

Minorité dominée en France, majorité culturelle dans la minorité émigrée, minorité distinctive en émigration intérieure, majorité linguistique en « Kabylie », minorité pseudo-majoritaire ou majorité minoritaire à Alger, les communautés kabyles, qui se reconnaissent et sont désignées comme telles sont tout cela à la fois.

Le berbérisme est, bien sûr, une modalité du syndrome minoritaire.

Le sentiment de minorité repose ici sur un fait linguistique évident mais qui ne pouvait d'emblée être reconnu et éprouvé dans toutes ses implications politiques : les parlers berbères, et singulièrement les parlers kabyles, ne concernent qu'une fraction minime de la nation. Il est avivé par les progrès de l'intégration nationale qui font de chaque partie l'élément d'un tout n'ayant de sens que par rapport à lui. Il l'est aussi par la poussée du mouvement national (infra).

B) L'EXPLICATION DE LA CRISE

1° LA MÉDIATION SCOLAIRE

Pour que le berbérisme s'énonce, il faut qu'il y ait un locuteur pour le dire et un allocataire réceptif.

Mais il lui faut aussi un matériau, un climat intellectuel, des références.

1.1. *Le milieu intellectuel*

Or, dans les années 20, et au-delà, il n'y a pas encore de réflexion produite par les intellectuels kabyles sur leur propre histoire. Un seul individu, fort savant et bon serviteur de la puissance coloniale, Saïd Boulifa. Mais à la fin des années 30, et le phénomène est masqué parce que la guerre surgit, une sensibilité « berbère » se manifeste chez certains intellectuels proches du nationalisme radical.

M.C. Sahli crée un journal au titre évocateur, *Ifrikiya* qui, en 1939, introduit pour la première fois dans un « media » pro-PPA la figure de Jugurtha. Cette innovation, qui se démarque de l'historiographie « légitimiste » proposée par Mbarek el Mili en réponse à la provocation du centenaire, n'est pas isolée, mais coïncide avec un courant de créativité artistique amorcé avec Jean Amrouche, continué en musique avec Yguerbouchen, poursuivi dans les années 40 par des hommes tels que Malek Ouary, Mouloud Feraoun.

Le rapport des uns et des autres à la culture française et européenne médiatisée par l'école coloniale passe par une commune fécondation réciproque de la culture orale autochtone et de la culture scripturaire étrangère. Il se vit différemment et distribue les modalités d'expression d'une identité culturelle préservée et retrouvée sur une gamme extrêmement contrastée allant de l'intégration totale à la culture française à sa mise au service du mouvement pour l'indépendance en passant par un courant « folkloriste-autonomiste » assez bien représenté par Mouloud Feraoun.

1.2. Le médiateur scolaire : de la mémoire à l'histoire

L'école joue un rôle décisif mais complexe, à la fois vers le haut, du côté du discours savant (Salhi) et vers le bas, du côté du savoir populaire. Le sentiment d'identité « ethnique » véhiculé par l'ethnologie spontanée des populations berbérophones est travaillé, surtout dans le triangle I à fort taux de scolarisation relative, par un nouveau rapport à l'histoire, à la langue, à l'espace, à l'État. Il intègre une représentation du passé fondée sur le sentiment séculaire et toujours actif d'affiliation, de descendance, et une représentation du présent fondée sur l'interprétation de la métamorphose de soi (violence, aventure sociale, minorité, territoire) en termes victimaires et minoritaires.

Il intègre aussi les catégories véhiculées par l'école coloniale.

Ici comme ailleurs le discours de la III^e République est assimilé et retourné contre l'ordre colonial : démocratisation, idéal révolutionnaire, suffrage universel, État démocratique. C'est le « peuple » de Victor Hugo qui nourrit l'imaginaire politique de nombreux jeunes lycéens nationalistes.

Mais les scolaires doivent ici faire face au discours spécifique qui les constitue en objet historique : expression résiduelle d'un passé révolu (5).

Au « mythe kabyle » qui tout à la fois les valorise et dévalorise au passé : le rebelle et le démocrate d'un côté (le circoncision, le communisme primitif de la djemaa, l'indivision), le barbare de l'autre (primitivisme technique et religieux, peuple sans écriture), le jeune scolaire tente de répondre aussi, en tant que minoritaire, à un double processus de valorisation-dévalorisation au présent.

Par rapport au pouvoir colonial : colonisé de premier rang, mais citoyen de second plan. Par rapport à la communauté algérienne : citoyen en posture d'intégration nationale, entre l'identité infranationale négative de la communauté linguistique et l'identité supranationale positive de la *Oumma*, entre la République algérienne et la République islamique.

Valorisation renouvelée en termes d'avance culturelle et politique (« nous sommes plus évolués que les Arabes », « l'ENA c'est nous... ») et dévalorisation persistante au nom de valeurs culturelles et politiques plus hautes (« le berbère, historiquement condamné, archaïque et impraticable, fait obstacle à l'unité » ; « Jurgurtha n'est rien, Mohamed est tout »).

Entre narcissisme et haine de soi, « berbérisme » et « arabo-islamisme », nombre de militants, scolaires et intellectuels, se croient ou se trouvent sommés de choisir et de se situer, au risque d'une véritable névrose conduisant aux pires excès de langage (dont nous venons de donner un échantillon).

La culture scolaire nourrit le syndrome minoritaire. Elle nourrit les deux niveaux de l'interlocution, puisqu'elle produit les locuteurs du berbérisme et les adeptes du berbérisme, les cadres et la base, mais aussi les deux pôles de la querelle identitaire, puisqu'elle arme tout autant, au sein des mêmes groupes d'originaires, ses plus farouches adversaires.

(5) Trace finissante d'une culture depuis longtemps et massivement submergée.

Elle alimente ainsi en rhétorique rationalisante la réaction des affects. « Je suis plus français que toi », « je suis plus arabe et musulman que toi » sont deux variantes de l'intégration du particulier au général selon le schème de la fusion. « Je suis plus algérien que toi », « je suis plus citoyen que toi » expriment, au prolongement du séparatisme étoilliste intégral, la recherche d'une culture citoyenne rendant compatible le jacobinisme politique et la particularité linguistique : c'est la quadrature du cercle.

La rhétorique de la crise est une rhétorique des scolaires du PPA. Mais elle ne se réduit pas au psittacisme qui consiste à renvoyer au colonisateur et contre lui l'image d'eux-mêmes qu'il a provoquée. Elle exprime, pour un petit noyau, une sorte d'angoisse de mort, la conscience soudain plus aiguë du caractère précaire, mortel, de toute « civilisation ». Valéry, dont les funérailles nationales coïncident quasiment avec le 8 mai 1945, les invite à se pencher sur eux-mêmes. C'est le stade du miroir.

Ils comprennent tout-à-coup qu'une culture millénaire va mourir inexorablement si de nouveaux moyens de survie ne lui sont pas donnés ou garantis. Leur ardeur juvénile à mettre en kabyle les chants nationalistes et scouts est à la mesure de leur nouvelle « lucidité ». Elle exprime une solution politique de vie, fondant la culture de citoyenneté sur une nouvelle conscience historique d'État faiseur de nation. L'histoire n'a pas seulement changé de vitesse mais de nature. Le plan de la conscience de soi passe du contigu au continu, de la mémoire à l'histoire. Le « réflexe berbère » tente de conjurer le sort et la mort dans un passage de la mémoire dont Si Mohand est le dernier chantre, à l'histoire dont M.C. Sahli est le premier déchiffreur, qui veut tout à la fois décoloniser et ressourcer, en articulant les figures et les lieux (Jugurtha et Icheriden). Cette mort que les vivants ne perçoivent pas parce que la dynamique villageoise la dissimule encore, qui semble détruire depuis toujours le corps biologique en laissant intact le corps culturel, les intellectuels militants de 1945 la découvrent comme une sorte de rapide mort lente.

La demande de berbérisme prend la mesure de la « réduction » de l'espace, et du moi. Le « rétrécissement » est visible à l'œil nu sur les cartes que le militantisme donne à lire et dont l'école puis le service militaire ont donné les premiers modes d'emploi, symbolique et physique. L'élargissement de l'espace géographique de survie est à la mesure du rétrécissement de l'espace culturel d'identité. Elle prend aussi la mesure de la dislocation du temps, qui passe du temps mythique de la généalogie et de l'histoire culture au temps compté de l'Histoire État. L'école peut achever en deux générations ce que les siècles n'ont pu effacer.

Francisée et arabisée, la communauté berbérophone est en sursis.

2° CHAMP POLITIQUE

Le berbérisme de 48-49 n'est qu'une des formes du syndrome minoritaire kabyle et ne le recouvre pas.

Le sentiment berbère n'est pas réductible au berbérisme mais le produit

inexorablement. Car le « berbérisme », et notamment celui de 48/49, *est surtout et avant tout un problème politique*, une spécification du politique. *D'abord et avant tout*, en tant que crise institutionnelle, *un problème spécifique du PPA*.

En effet, il ne se pose pas aux autres composantes du mouvement national (UDMA, Oulémas, PCA) ou à un degré beaucoup plus ténu. Ce n'est pas un hasard. Les traits sociologiques et psychologiques qui s'accumulent, des années 30 aux années 40 (cf. supra), s'accroissent à la faveur de la deuxième guerre mondiale, et alimentent à l'intérieur de la nouvelle sensibilité berbère, une rhétorique de défense caractéristique du syndrome minoritaire, rentrent en synergie avec les nouveaux rapports politiques constitutifs de la *conjoncture* d'après guerre :

- 1) rapports État colonial/mouvement national ;
- 2) PPA/mouvement national ;
- 3) mouvement national/monde arabe ;
- 4) tendances internes au PPA.

On peut répondre ainsi à la question du moment de la crise.

2.1. Une conséquence de l'hégémonie PPA sur le mouvement

Le « berbérisme » n'est pas une simple « maladie infantile » du nationalisme, mais l'expression datée d'un problème récurrent qui trouve à s'expliquer politiquement et pour la première fois *quand et seulement quand le PPA commence à exercer son hégémonie sur le mouvement national, quand et seulement quand*, par voie de conséquence aux yeux des intéressés, et notamment des militants PPA de « Grande Kabylie », les jours du colonialisme paraissent désormais comptés. Or la victoire écrasante du MTLD aux élections municipales d'octobre 1947 en administre la preuve.

C'est justement parce que l'indépendance se rapproche, et qu'ils ont choisi la « voie rapide » de la révolution armée, contestée par d'autres malgré la création de l'OS, que certains dirigeants de Kabylie gagnés par le syndrome berbère se posent et posent, alors seulement, la question que Khlifati Mohand Amokrane a soulevée dès 1937 sans jamais être entendu par quiconque : celle de la langue.

C'est parce que l'État algérien indépendant paraît proche que certains dirigeants demandent des « garanties » et mettent en avant la « République Algérienne ». Le temps leur est compté, d'où la tentation de passer par l'émigration, voie la plus facile. L'imminence espérée et recherchée du déclenchement de la lutte armée révèle le centre de gravité des rapports entre sensibilité berbère et politique PPA.

Trois types de réactions « berbéristes » peuvent en effet être distingués, dont un seul mérite véritablement l'appellation.

1. Celui de la représentation politique de soi, qui ressortit au « régionalisme » le plus banal et n'a rien de spécifique à la région. Les dirigeants de Kabylie « doivent » être des originaires. Une telle réaction ne sera vraiment observée qu'à la veille du 1^{er} novembre 1954, quand Didouche Mourad (et d'autres) refuseront tout d'abord le statut de Wilaya à la « Kabylie ».

2. Celui de la représentation de la partie au niveau central du tout, i.e. de

la représentation au sein du parti et donc de l'État, qui renvoie également au banal « régionalisme » et n'est pas spécifique à la région. Les symptômes d'une telle réaction sont précoces dans l'histoire du mouvement séparatiste. Ils remontent au temps de l'Étoile Nord Africaine et ne se manifestent pas à partir de 1936 (conflit Messali-Tmache) mais dès 1933 (Kessaci) et 1934 (Fodil). On les retrouve avec le PPA en 45/46, jusqu'à ce que le congrès de février 47 règle le problème.

La prise de la Direction Fédérale parisienne fin 48 par une nouvelle « majorité », celle de la crise berbériste, participe d'une telle réaction. Mais elle met surtout en évidence un troisième type, radicalement nouveau quant à ses implications politiques.

3. Celui du statut de la langue dans le parti de l'État. Celui-là seul est spécifique aux originaires. Celui-là surtout excite et exalte les passions. Ce dont Khlifati parlait dès 1937 en privé, et que les « berbéristes » reprennent et manipulent à partir de l'hiver 48-49, c'est de l'inscription au programme du parti (et de l'État indépendant) d'un statut légal de seconde langue pour le berbère, l'arabe étant seule langue nationale.

2.2. *Conjoncture internationale et réaction au « Moyen-Orientalisme »*

Le berbérisme est un produit de l'altérité et de l'altercation. Il se définit, par un effet de couple, dans sa relation avec l'« arabisme ». Toutefois, celle-ci ne recoupe pas intégralement l'opposition des formations (« françaises » et « arabes »), car les cadres respectifs, nonobstant la situation intermédiaire des médersiens et divers bilingues, s'ils sont potentiellement concurrents sur le terrain linguistique (et idéologique) peuvent se retrouver ensemble sur d'autres lignes de clivage. Parmi elles, l'opposition entre gradualistes et maximalistes, partisans et adversaires de l'alliance avec l'UDMA, « droite » et « gauche » (elles-mêmes hétérogènes), etc.

Le PPA est et reste un parti pluriclassiste à large spectre idéologique. L'évolution constante des positions individuelles, la multiplicité des lignes de partage, favorisent un regroupement autour des personnes et des clans de préférence à un regroupement sur des positions idéologiques et stratégiques claires.

Il a en outre reçu en héritage deux traditions :

Celle de l'« internationalisation », caractéristique de la préoccupation de Messali qui, par deux fois (1930 et 1933) tente de saisir la SDN, et conduit la délégation étoiliste au Congrès Islamo-Européen (1935). (Dès son retour de Brazzaville — 1946 — Messali cherche le soutien de la Ligue arabe et un accès à l'ONU).

Celle du soutien à la cause palestinienne dans lequel l'Étoile est vigoureusement engagée dès 1936.

Or la nouvelle conjoncture internationale conduit plus que jamais à regarder vers le Moyen Orient.

La deuxième guerre mondiale n'a pas seulement rajeuni l'idée wilsonienne de droit des peuples et de société des nations, relancé l'idée maghrébine matérieli-

sée par la constitution au Caire d'un bureau du Maghreb arabe, elle a donné corps à une idée force déjà ancienne mais qui maintenant devient crédible parce qu'elle se donne à voir en la personne de la ligue arabe et de son président, la « nation arabe ». La grande universalité onusienne se conjugue désormais avec l'universalité arabe « ligaire » pour recomposer l'environnement international du combat militant algérien.

En outre et surtout, la question palestinienne est devenue l'expression la plus puissante du sentiment de solidarité et d'identité arabe, articulant deux niveaux géographiques du nationalisme arabe : celui de l'État, celui de l'inter-État.

De plus, à la même époque, deux mouvements idéologico-politiques commencent à informer le nationalisme algérien non sur le modèle occidental démarqué du jacobinisme français mais sur le ressourcement oriental. D'un côté le Baâth s'affirme comme l'expression la plus rigoureuse de l'arabisme moderne qui doit, par une démarche laïcisante, favoriser la véritable *nahda*, celle qui redonnera aux Arabes la primauté perdue depuis les Omayyades. De l'autre, le puissant mouvement des Frères musulmans se nourrit de la blessure palestinienne pour populariser un projet de société assurant la modernisation par un strict retour à la *charia*.

Enfin, el Azhar retrouve auprès des intellectuels maghrébins un pouvoir d'attraction qu'elle n'avait certes jamais complètement perdu mais qui s'était singulièrement estompé depuis le premier quart du siècle, et Le Caire, siège du bureau du Maghreb arabe et de la Ligue arabe, réinvestit la centralité symbolique du monde arabe.

Mais un autre aspect, décisif, de la situation internationale, est bien entendu celui de la guerre froide avec ses deux camps : Est et Ouest. Le camp arabe est divisé, volens nolens, alors que le mouvement des non-alignés n'est pas encore constitué et que la Ligue arabe regarde ouvertement du côté américain.

Si l'identification à la cause palestinienne est très forte dans le PPA, l'environnement « arabiste » est loin de faire l'unanimité et provoque dans certains secteurs du parti, et surtout chez une partie des cadres de Kabylie, *une réaction contre ce qu'ils perçoivent comme une « moyen-orientalisation » larvée du parti*, notamment chez ceux qui, attirés par les idées du marxisme révolutionnaire et son expression chinoise, sont hostiles à l'orientation « atlantiste » de Azzam Pacha.

Cette réaction active la politisation du syndrome minoritaire dont la manipulation par le groupe A. Y. va donner des arguments faciles à la « droite » (« berbéro-matérialistes », « berbéromarxisme »).

La tentative « berbériste » est en effet condamnée à l'échec, comme le montrent les conditions du traitement de la crise.

3° CENTRE ET PÉRIPHÉRIE : LE TRAITEMENT DE LA CRISE

La question berbériste se joue et se dénoue à l'intérieur d'un espace spécifique qui n'est pas seulement circonscrit au périmètre, fondé sur le couple émigration-scolarisation, du triangle Djurdjura/Soummam/Guergour (Triangle I).

Les Kabylies ne sont pas seulement désenclavées et prolongées par leurs multiplifications externes, et installées de ce fait sur *l'ensemble* du territoire d'une communauté politique nationale de plus en plus consciente d'elle-même.

La « métropole » Alger et le triangle I forment en effet un ensemble plus vaste, un espace relationnel puissant et original (triangle II). Un ensemble articulé où les trois composantes sont autonomes mais entretiennent entre elles des relations d'échange et d'influence exceptionnelles. Il n'est pas une famille qui ne compte des parents ou des alliés dans l'une de ces trois dimensions. Mais toutes sont plus que jamais rattachées à la centralité algéroise. Celle-ci entraîne une intégration, au moins partielle et indirecte, de sa périphérie montagnaise gonflée de l'excroissance métropolitaine.

Alger n'est pas seulement la capitale coloniale de l'Algérie coloniale, dominant de manière écrasante l'économie et l'administration du pays, elle *est devenue pour l'Algérie musulmane, surtout depuis 1936, une vraie capitale intellectuelle et politique et, surtout depuis 1943, la vraie capitale du PPA. C'est pourquoi la fronde périphérique articulant « métropole » et « montagne » est immédiatement portée et bloquée au centre.*

3.1. La relation Kabylies/Métropole et le « déclenchement de la crise »

Au sein du mouvement émigré où les « berbérophones » perdent progressivement un quasi monopole démographique mais où les originaires du triangle I conservent une large suprématie économique, culturelle, syndicale, de nouveaux militants accèdent à la direction.

Le représentant symbolique de ce changement est Maeza Brahim. Il est d'autant moins perçu, sur le moment, que plusieurs anciens étoilistes ont encouragé la promotion des intellectuels et que le MTLD a triomphé aux élections municipales (octobre 1947). L'enthousiasme est à son comble en émigration comme au pays. Mais la douche froide des élections à l'Assemblée algérienne (février 48) ravive les conflits de ligne et de direction qui s'étaient déjà manifestés lors de la conférence des cadres de 46 et du congrès clandestin de février 1947. Les militants informés savent qu'un « Comité d'opposition » tente de remettre en cause la direction MTLD d'Alger et critique violemment Mezerna (avril 48).

Par ailleurs une donnée structurelle de l'émigration réapparaît : la dimension « ouvrière », sa liaison conflictuelle mais récurrente avec le mouvement ouvrier français, ses organisations syndicales et ses partis.

La Fédération de France est d'autant plus travaillée par l'idéologie socialiste que l'adhésion des Algériens à la CGT est massive, comme en 1936. Or cette sensibilité de gauche est également perceptible au pays. L'orientation vers la ligue arabe est peu attractive pour la majorité des militants confirmés.

Ce nouveau contexte rend perceptible en émigration le sentiment qu'une distance croissante sépare la base militante de la direction parisienne. Nombre de militants et de cadres qui ont fait leurs premières armes avec l'ENA cessent de se reconnaître dans la nouvelle équipe dirigée (entre autres), par Filali Mbarek et Mostefai Chawqui, après la mort accidentelle de Maeza Brahim. Elle est perçue

par certains comme « étrangère » au mouvement émigré ou insuffisamment représentative de ses préoccupations et de ses caractéristiques.

C'est dans ces conditions, semble-t-il, que Bennaï Ouali et Amar Ould Hammouda envoient Rachid Ali Yahia à Paris. Nous ne sommes pas en mesure de dire si ce dernier a outrepassé ou non les directives des cadres de « GK ». Il est sûr en revanche que l'initiative « stratégique » est venue de là, et qu'elle ne pouvait se réaliser qu'à Paris. Mais les conditions mêmes de la réussite du « plan » n'en font que davantage ressortir sa fragilité. Car si la sensibilité proprement « berbériste » est forte à Paris, elle reste bien limitée en « Kabylie », très faible à Alger, nulle ailleurs.

Le mode d'imbrication du triangle I au triangle II favorise l'énonciation du berbérisme mais, compte tenu de la procédure retenue, condamne son développement, car c'est la relation Alger-Kabylies qui est décisive.

3.2. *La relation Kabylies-Alger et la résorption de la crise*

Cette relation fait couple d'une manière exceptionnelle, elle aussi, même si la présence du triangle I est moins sensible à Alger qu'en émigration. Rien de tel n'existe pour aucune autre ville, pour aucune autre communauté. Tizi Ouzou, Bougie, Sétif se gonflent également de l'exode kabyle, mais c'est Alger qui, au centre, fait masse (6).

L'installation à Alger, individuelle et masculine d'abord, familiale ensuite, est à la fois ancienne et massive. Bien antérieure à 1914, préparant la grande émigration extérieure, elle est activée par les guerres et la crise économique. La casbah d'abord, Belcourt, Hussein Dey, Maison Carrée ensuite se gonflent des nouveaux venus. S'ils viennent de toutes les régions, les Kabyles y ont une très large part. Mais précisément l'absorption de ces derniers provoque une arabisation massive et oblitère largement le sentiment de particularité.

La casbah, dit-on, c'est Tizi Ouzou. Mais on y parle arabe. Les enfants nés à Alger ne connaissent plus ou mal leur langue maternelle.

L'assimilation à la citadinité algéroise arabophone entraîne un abandon ou un rejet de l'identité native d'autant plus forte que le sentiment national est depuis dix ans devenu tout puissant dans les masses. Et le PPA/MTLD exprime puissamment dans la capitale, dans sa capitale, cette identité nationale arabophone.

Allalou, El Anka symbolisent l'assimilation des « Kabyles » à la culture arabe populaire algéroise, qu'ils renouvellent, et dont ils sont en somme les créateurs. Qu'on soit politisé ou non, PPA ou non, il n'y a pas à Alger d'affirmation ostensible de l'identité minoritaire — allant au-delà des formes usuelles de l'ethnologie populaire spontanée — parce que celle-ci est littéralement impensée, refusée... ou tout simplement disparue (7).

(6) Aujourd'hui le processus a pris des proportions telles que le triangle I ressemble à une immense résidence secondaire ; et Tizi Ouzou est une manière de banlieue d'Alger.

(7) Une telle affirmation est *postérieure* à l'indépendance.

Le sentiment de minorité menacée ne s'exprime donc que là où la minorité est ou reste linguistiquement majoritaire (cf. supra). Les conditions qui rendent possible l'explication politique de l'expressivité minoritaire ne sont pas réunies à Alger. Toute manifestation de ce type à un point quelconque du triangle, en l'occurrence à sa périphérie, se répercute immédiatement dans l'espace algérois où elle se trouve à la fois culturellement inhibée et politiquement réduite (par une direction générale qui ne peut manquer d'y voir une opération de déstabilisation). Le « berbérisme » trouve donc à Alger des relais, un écho, mais il y rencontre aussi et surtout des obstacles.

Relais auprès de certains intellectuels, écho chez des sympathisants ou des militants réfractaires au modèle et à l'influence moyen-orientaux. Interférence avec certaines préoccupations du mouvement ouvrier algérois, le plus ancien et le plus structuré d'Algérie, au moment où le MTLD tente pour la première fois de le contrôler.

Mais la ville constitue surtout un foyer de résistance à la propagation d'une revendication qui connote la « division » au moment où elle est surtout sensible à « l'union » et qui, quoique entretenue en son sein par le jeu même du triangle, est perçue avant tout comme *extérieure* à elle. Kabyles oui, sauf pour ceux qui ont perdu cette identité, ou qui la vivent sur le schéma de la culpabilité et de la haine de soi, berbéristes non.

Inversement, la direction trouve aisément des relais à l'intérieur pour combattre un mouvement que la majorité des cadres locaux, quel que soit leur sentiment intime, s'accorde à trouver politiquement dangereux et que plusieurs combattent vigoureusement (pour certains, à leur profit personnel). A Alger certains dirigeants d'origine kabyle s'estiment trahis, trompés par ceux auxquels ils ont fait confiance (Bennai Ould Hammouda...). Il n'est pas difficile de trouver des militants pour monter en première ligne et régler l'affaire là où l'opposition est la plus vive et la plus longue : Paris. Le capitaine Saïdi, Radjef, Mostefaï Chawqui sont de ceux-là. Tous Kabyles.

Dans la dialectique du centre et de la périphérie, le centre impose sa loi et décide de la marche générale. Il définit les critères de légitimité, impose le principe de majorité, consacre le thème de l'unicité.

Le PPA n'est pas préparé à entendre un tel discours et sa direction encore moins. En prenant le risque d'un affrontement ouvert sans préparation sérieuse, en Kabylie et à Alger notamment, en laissant prononcer des slogans provocateurs et irresponsables, le comité parisien s'aliène des soutiens possibles et s'engage dans une démarche suicidaire.

Manifestée à Paris, réglée à Alger, réduite dans le triangle, imperceptible ailleurs (du moins à la base) elle est un révélateur de première importance. Apparemment éphémère et mineure, elle a des conséquences politiques majeures.

En termes de pouvoir, l'équipe de Krim Belkacem remplace en Kabylie le groupe de Ben Aknoun, évincé du terrain et de la direction. La gauche du PPA, piégée, est écrasée sinon détruite. Lamine Debaghine vaincu, et exclu. Mais aussi et peut être surtout, sur la manière dont s'esquissent les rapports futurs entre société civile et politique.

CONCLUSION

La crise berbériste de l'hiver 1948/1949 n'est pas un simple accident de parcours politique.

Elle est pour l'historien comme pour l'anthropologue et le politologue, un formidable révélateur des modalités économiques, sociales, culturelles, psychologiques et politiques de la métamorphose générale de la formation nationale algérienne, telle qu'elle se définit dans la relation du tout à l'une de ses parties.

Elle éclaire le procès d'« identification » comme modalité symbolique de la production sociale de l'image de soi, comme processus de socialisation reproduisant et restructurant les groupes, leurs mentalités, leurs représentations.

Elle met en scène un locuteur composite, relayé par le médiateur scolaire qui embraye plus particulièrement sur la région et sur l'émigration, et procède de la rencontre entre des générations. Celle des « anciens » formés par l'Étoile et gagnés par la nouvelle sensibilité berbérophone, celle des « nouveaux », jeunes idéologues issus des lycées, formés par la deuxième guerre mondiale, qui tentent de relancer le nationalisme révolutionnaire en accordant le passé le plus ancien et le futur proche, le tout et la partie, la culture politique, la politique culturelle et le pouvoir.

Obsédé par l'intensité et la proximité des enjeux, ce locuteur tente de régler son problème et celui de la nation sous le drapeau de l'« Algérie algérienne » en esquissant une « religion » de la citoyenneté.

A la faveur de la crise interne au PPA et des arrestations de dirigeants importants de Kabylie (de Halit Ali à Omar Oussedik), un micro-groupe tente de manipuler le syndrome minoritaire et de forcer le projet politique. Le « mouvement berbériste » ne tarde pas alors à se cliver et à creuser sa propre tombe. La situation minoritaire, la configuration de l'espace politique, la culture politique du PPA ne laissent aucune chance à une telle entreprise compte tenu du milieu, du moment, de la procédure.

Une direction divisée refait facilement son unité, provisoire, sur ce terrain. Mais le règlement même de la crise, inévitable, révèle aussi les lignes de fracture qui caractérisent le compromis populiste et l'incapacité où se trouve la majorité du parti d'objectiver son rapport à lui-même, renvoyant au silence, donc au tabou, ce qui est au principe de sa propre existence comme instance d'expression et de représentation de la société civile.

Il rappelle aussi la puissance symbolique des rapports entre langue et politique.

« Berbérisme » et « arabisme » n'opposent pas seulement « francophones » et « arabophones » mais surtout les « francophones » et indiquent à quel point ils entretiennent avec la langue un rapport complexe et complexé.

Le PPA, comme l'ENA, a toujours utilisé les trois langues, mais il n'est pas

en mesure de passer du fait au droit, de la pratique au programme ou aux statuts : le berbère est porteur de division, le français est étranger.

Le PPA n'arrive pas à énoncer son rapport avec ses langues parce qu'il n'arrive pas à interroger sa propre identité. C'est que la langue interfère de manière frontale, dans l'univers symbolique du politique, avec deux invariants culturels : la République une et indivisible, le *tauhid*.

Le schéma le plus puissant reste d'ailleurs religieux, même pour les laïcs.

Les cadres peuvent accepter individuellement un compromis linguistique autour du primat de la langue arabe, seule langue nationale, ils ne peuvent l'énoncer et le traiter collectivement, en tant que parti.

La laïcisation restreinte interdit de poser la question linguistique selon un schéma autre que celui de l'unité comme uniformité.

Islamisme et jacobinisme se conjuguent pour condamner le pluralisme linguistique. L'arabe n'est pas légitime en tant que seule langue nationale, il est langue nationale en tant que seule langue légitime, et la formule berquienne de l'« Islam jacobin » caractérise peut-être autant le populisme post-étoiliste que l'islamisme des Oulémas.

Omar CARLIER*

* Université d'Oran.

SIGLES

- ENA : « Étoile Nord Africaine » — organisation nationaliste fondée en 1926 à Paris.
- PPA : « Parti du Peuple Algérien » — fondé le 11 mars 1937 à Nanterre.
- MTLD : « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » — lancé en Algérie fin 1946 à l'occasion des élections législatives.
- PCA : « Parti Communiste Algérien » (octobre 1936).
- UDMA : « Union Démocratique pour le Manifeste Algérien » (1946).

BIBLIOGRAPHIE

- AGERON (Charles-Robert). — « Du mythe kabyle aux politiques berbères » in *Le mal de voir*, Bourgois, Paris, 1976.
- ALBERGONI et POUILLON. — « Le fait berbère et sa lecture coloniale : l'extrême sud tunisien » in *Le mal de voir*.
- CAMPS (Gabriel). — « L'origine des berbères » in *Islam, société et communauté*, CNRS, 1981.
- CARLIER (Omar). — « Le cri du révolté : Imache Amar », manuscrit 1984 (à paraître).
- COLONNA (Fanny) et BRAHIMI (Claude). — « Du bon usage de la science coloniale » in *Le mal de voir*.
- CHAKER (Salem). — « L'émergence du fait berbère : le cas de l'Algérie », A.A.N., 1980.
- DUJARDIN (Camille). — « Un village algérien, structures et évolution récentes », Alger, CRAPE, 1976.
- DUJARDIN (Camille) et LACOSTE (Yves). — « La revendication culturelle des berbères de Grande Kabylie », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1980.
- HARBI (Mohamed). — « Le FLN, mirage et réalité », Paris ; Ed. Jeune Afrique 1980.
- HARBI (Mohamed). — « Nationalisme algérien et identité berbère » in *Peuples Méditerranéens* n° 11, avril-juin 1980.
- MELASO (Tuomo). — « Les mouvements politiques et la question culturelle en Algérie avant la guerre de Libération » in *Cahiers de la Méditerranée*, (1983).
- MORIZOT (Jean). — « L'Algérie Kabylisée » in *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, 1972.
- ROBERTS (Hughes). — « Towards an understanding of the Kabyle question in contemporary Algeria » in *Maghreb review*, sept-oct. 1980.
- ROBERTS (Hughes). — « The conversion of the mrabtin » in *Islam et Politique* (CRESM), Paris, CNRS, 1980.
- SAINTE-MARIE (Alain). — « Communautés villageoises et pouvoirs en Grande Kabylie, situation précoloniale et mutations de 1857 à 1871 » in *Cahiers de la Méditerranée* (1978).